

Financer les chantiers de restauration des églises monumentales en Belgique au XIX^e siècle

Antoine Baudry

Le financement des interventions lourdes réalisées sur les églises médiévales et modernes en Belgique au XIX^e siècle demeure à l'heure actuelle un sujet largement laissé en friche par la littérature scientifique. Ces dernières décennies, plusieurs études transversales se sont certes focalisées sur les politiques publiques et la promotion des arts par l'État belge au cours de cette période, sans toutefois aborder spécifiquement ou de manière systémique cette question sous l'angle de l'architecture et du bâti que l'on qualifierait de nos jours de « patrimonial ». Les travaux dédiés aux institutions mises en place peu après l'Indépendance de 1830 pour préserver et valoriser les édifices historiques du pays, comme par exemple la Commission royale des Monuments, n'envisagent quant à eux que très peu cette thématique, alors que de telles études ont déjà fait l'objet d'une attention soutenue en Europe, en France notamment (cf. les travaux de Arlette Auduc et de Jean-Michel Leniaud). Quant aux approches monographiques ou aux publications ménageant une place de choix aux chantiers belges du XIX^e siècle, elles n'envisagent que de manière anecdotique cette problématique et se contentent généralement de citer le montant d'un devis, le détail d'un ouvrage spécifique, ou encore le coût total des travaux, sans contextualiser les sommes en jeu ou s'interroger sur la source du financement, sa répartition, et son impact sur les opérations. L'analyse du financement des grands chantiers de restauration apparaît d'autant plus pertinente et cruciale à entreprendre qu'elle permet d'affiner notre connaissance des premières politiques patrimoniales du pays, de cerner l'impact des budgets et des stratégies de financement sur les interventions réalisées ou rejetées, mais encore, de comprendre la spécificité temporelle de ces chantiers qui s'étalaient bien souvent sur plusieurs décennies, voire près d'un demi-siècle pour certains. Ce travail, entrepris au cours de notre recherche doctorale (*Intervenir sur les édifices historiques en Belgique au XIX^e siècle*, 2021), vise à identifier les acteurs, les administrations et les institutions impliqués dans ces financements, de comprendre leurs négociations et les rapports de force qu'ils entretiennent, et enfin, de cerner les stratégies, ruses et astuces déployées pour dégager les budgets nécessaires à l'entretien, la restauration, la démolition, la conservation ou la reconstruction d'une église monumentale. Il s'agit également de saisir l'impact de ces facteurs sur la conduite opérationnelle des interventions (planification des chantiers, priorisation des interventions, etc.).

Mots-clefs

Chantier ; économie ; gestion ; réglementation ; restauration ; sources.